

Annapolis, 28 Septembre 2010. Ce qui se passe aux Etats-Unis en ce moment nous concerne tous. Je ne peux pas démontrer cela *a priori*, mais je crois que cela deviendra progressivement évident, à mesure que les événements se développeront. Pour que leur expérience et leur pensée nous soient utiles, à nous en Europe, il importe de bien comprendre comment pensent les Américains - notamment les Américains traditionnels qui, en ce moment, dominent le débat public, ou, tout au moins, le déterminent. Je parle aussi avec d'autres, centristes ou plus libéraux - mais on ne peut pas tout regarder en même temps. Et il faut savoir laisser les questions ouvertes un temps suffisant.

Séances de thérapie ?

Des économistes triés sur le volet, issus des plus grandes Universités, avaient déclaré il y a six mois que la récession était terminée aux Etats-Unis. Et le Président Obama s'était félicité d'avoir jugulé la crise. Le problème, c'est que les gens sur le terrain ne voient pas la différence.

C'est sur cette désillusion que les journaux (assez démagogues), ont titré unanimement, le 21 Septembre dernier, après le discours présidentiel et la séance de questions-réponses (au

Newseum de Washington). Le *New York Times* a parlé, dans ses [suppléments électroniques](#), d'une "séance de thérapie à l'intention de supporters désabusés" (« therapy session for disillusioned Obama's supporters »).

□

Une crise structurelle □ ? □ □ □

Les Américains ont un taux de chômage d'environ 10%, ce qui ferait 13% ou 15% chez nous, et les prévisions ne sont pas bonnes. Chez les "Latinos", c'est 12%. Chez les Noirs, 15%. Les Américains, pour la première fois depuis longtemps, ont peur pour leurs emplois. On leur demande (*NYT*, 16.9.2010, page A 20) : Mr Obama a-t-il un plan précis pour créer des jobs et résoudre les problèmes de la nation ? Presque 60 % répondent non. "Beaucoup de discours et pas beaucoup d'action. » (« It seems like a lot of talk and not a lot of action. »)

Au moins approuvez-vous la façon dont les Démocrates prennent part à la direction des affaires ? Réponse : non, à 63%. Et celle des Républicains ? Non plus, et cette fois à à 73%. A tort ou à raison, tout leur paraît fragile aujourd'hui dans l'économie et le mal semble devenu chronique.

C'est pour cela que les électeur enregistrés comme républicains (et pas eux seulement) ont "sorti" un très grand nombre de sortants et désigné des nouvelles têtes, [lors des primaires](#) . Et c'est pourquoi les sondages donnent malgré tout les Républicains gagnants, dans toutes les catégories d'électeurs. Les électeurs indépendants, qui flottaient, semblent maintenant se

diviser à 2 contre 1. On va voir si l'engagement massif d'Obama, à partir d'aujourd'hui, en direction des jeunes, va retourner la situation. Les Républicains qui vont certainement gagner du terrain ne sont pas les mêmes que ceux qui l'ont perdu, il y a deux ans. Beaucoup d'entre eux sont nettement plus conservateurs, soutenus par le Tea Party, et plus populaires: ils critiquent Wall Street, ils défendent les petites et moyennes entreprises et ils veulent revenir (nous le verrons) à « la formule qui marche ».

Bref, de plus en plus se fait jour l'idée que la crise n'est pas une affaire de cycle. Il s'agirait d'un problème structurel grave, à traiter par une profond renouveau des idées et des personnels. De quoi s'agit-il donc ? Et que faire ? Les élections se jouent autour de ces deux questions. ☐☐

Remettre l'Amérique sur les rails☐ »

L'explication désormais dominante ici est que l'Amérique a déraillé. Il s'agit de la remettre sur ses rails. (« Let us put America back on tracks. »)

Voici ce que cela veut dire : L'Amérique avait une formule traditionnelle qui marchait. Elle avait fait sa fortune et lui avait donné la première place dans le monde. Les bureaucrates de Washington et les intellectuels libéraux ont voulu remplacer cette formule, fruit de l'histoire, du bon sens et des vertus, par des constructions de l'esprit, des idéologies à l'européenne. L'échec est patent. Il n'y a donc pas à chercher midi à quatorze heures. Il faut revenir à la formule qui marche.

Cette explication a le mérite de la clarté. Elle se décline sur tous les tons, des plus subtils aux plus caricaturaux. Sur une radio locale, j'entendais un présentateur résumer ainsi la situation : « Si vous voulez des « food stamps », votez démocrate ; si vous voulez des jobs, votez républicain. » Les food stamps, ce sont des bons permettant aux très pauvres de toucher des rations de nourriture. □

Tant que les choses n'allaient pas trop mal, les hommes d'action, les gens qui ont devant les choses l'attitude ordinaire de la vie, les réalistes de sens commun, acceptaient de penser qu'ils étaient moins intelligents que les "intellectuels". Depuis que rien ne va plus, ils n'acceptent plus de courber leur jugement et de se taire devant les idéologues "libéraux" (nous dirions: "progressistes"). L'idéologie disait que le bon sens n'était qu'un tas de préjugés. Le bon sens se taisait, pas convaincu, mais avec un sentiment d'infériorité. Ce complexe a sauté. Le spectre de la faillite discrédite aussi les autorités intellectuelles et les idées au pouvoir. Le "politiquement correct" est mort. C'est un fait d'une immense conséquence.

La tradition nationale américaine associe la liberté économique et la démocratie politique à la rigueur éthique et la ferveur religieuse. C'est cette tradition qui s'affirme aujourd'hui avec le plus de force. Et c'est au tour des opposants au mouvement, qui sont pourtant au pouvoir, de garder un silence gêné. Ils sentent que le progressisme classique n'a plus le vent en poupe. Ils se contentent de manoeuvrer contre le vent.

Ils essayent donc de faire passer en hâte des mesures économiques allant dans le sens de la tradition, tout en faisant de la provocation sur les questions de société, espérant diviser le mouvement, alerter les "libéraux" et effrayer les modérés. C'est habile. Reste à voir si ça marche. Si l'expérience montre dans un mois que cela a fait long feu, c'est que ces tacticiens auront sous-estimé la cohérence de cette tradition nationale aux yeux des citoyens américains, et sa capacité de les attirer quand elle se présente toute entière, avec sa cohérence, au lieu d'essayer de voiler certains articles présumés honteux ou "inaudibles". Sinon, ce sera le contraire.

La formule qui marche □ □

Quelle est donc, pour ces gens, la "formule qui marche" ? Commençons par l'économie. Le principe, c'est que, de toute façon, il faut des jobs. Or seuls les petits entrepreneurs créent des jobs dans le pays. Ils ne peuvent le faire que s'ils ont les moyens d'investir. Ils les ont si le fisc leur laisse leur argent. La plate forme du parti républicain prévoit de défiscaliser 20% du revenu des petites et moyennes entreprises. Les Démocrates, flairant le vent, ou d'accord sur le fond, viennent de voter un projet ("Small Business Jobs Act") qui va dans le même sens. Les Républicains ne parlent pas de la dette, mais les Démocrates pas davantage. On suppose que le problème sera résolu par les économies sur les dépenses publiques (100 Milliards de \$) et par la croissance, escomptée d'un retour à la formule qui marche. Et personne ne contredit, parce qu'autrement, il faudrait chercher des idées vraiment neuves ("to think out the box").

Il ne s'agit pas seulement d'économie, mais de politique. Traditionnellement, ici, la liberté des citoyens ne se définit pas d'abord par un appel à la puissance tutélaire de l'Etat, mais par la prudente limitation du pouvoir d'Etat. En fait, c'est un équilibre subtil. L'Etat doit être assez fort pour que les citoyens n'aient pas peur les uns des autres, mais pas assez fort pour que les citoyens aient encore plus peur de l'Etat, ou puissent utiliser l'Etat pour se piller les uns les autres en toute légalité.

La liberté des citoyens n'est donc pas assurée parce que des bureaucrates agiront en protecteurs bienveillants, ou parce que des politiciens auront une idéologie sympathique et se montreront généreux, avec l'argent des autres. La liberté, en ce bas monde, n'est assurée que par le pouvoir.

Une démocratie réaliste et machiavélique □

En ce bas monde, qui est impuissant risque d'être asservi. La liberté d'une société libre est donc assurée parce que les citoyens y sont assez raisonnables pour faire exister une puissance

publique stable, mais sont aussi assez puissants pour empêcher solidairement cette puissance (l'Etat) de les tyranniser, que ce soit avec (ou sans) les meilleures intentions du monde. Pour cette culture politique, l'excès de dépense publique et de fiscalité a pour seul effet de remplacer une aristocratie industrielle de petits entrepreneurs, dont tout le monde profite, par une oligarchie de bureaucrates et d'idéologues, qui n'est utile qu'à elle-même.

□

La société est donc libre, si assez de citoyens sont puissants, et ils sont puissants s'ils sont riches. Ils sont riches, si la fiscalité reste strictement limitée. Pour qui connaît la physique sociale, une démocratie sans une masse de riches serait donc une contradiction dans les termes. Encore faut-il que ces riches aient une certaine éthique, et c'est pourquoi (nous le verrons dans une prochaine Lettre), la tradition de liberté économique est peu séparable en Amérique de la tradition de sérieux éthique et de ses racines culturelles (religieuses, pour une majorité). □

La question de la pauvreté

Le problème de cette tradition américaine, ce sont les pauvres. Il y a un certain pourcentage de la population qui, pour diverses raisons, n'y arrive pas. Les critères sont sans doute trop

exigeants, la compétition trop forte. Les réponses qui se présentent comme cohérentes avec cette tradition sont néanmoins valables, mais sans aucun doute incomplètes. Les voici, en résumé:

La première façon d'aider les pauvres, c'est de leur donner du vrai travail rémunérateur : non pas des places qui ne servent à rien, mais des jobs dans de vrais business, montés et dirigés par de vrais entrepreneurs. La seconde, c'est de ne pas paralyser les entrepreneurs par une profusion de règlements, dont la principale raison d'être est de justifier l'existence de ceux qui les font, et le pouvoir de ceux qui en contrôlent l'application. La troisième, faudrait-il ajouter, c'est une bonne formation, qui renvoie aux problèmes de la famille et de l'école, qui sont les deux institutions les plus abîmées par une idéologie étrangère au réalisme de la tradition nationale.

Dans cette logique, la démocratie et le souci bien compris des pauvres supposent donc que l'Etat soit mis au régime et qu'il y reste, contenu non pas par de grands principes, mais par un pouvoir social supérieur – par l'efficace résistance d'une masse de gens assez riches et moraux pour défendre efficacement à la fois leurs intérêts et le bien commun, dans la liberté, sans s'en laisser conter. □

Si les entrepreneurs font bien leur métier, et s'ils se conduisent bien, ils ont automatiquement derrière eux la classe laborieuse. Cette dernière, ayant sa juste part de la prospérité, délaisse la satisfaction de l'envie pour le bonheur de la réussite collective ; elle échange l'aigreur du ressentiment contre de sérieux espoirs de succès dans une compétition ouverte.

Elle ne se pense pas comme "pauvre", et d'ailleurs elle ne l'est pas, ou plus. Elle se comprend elle-même comme une partie de la classe moyenne, à laquelle appartiennent aussi les petits entrepreneurs. Et cette classe moyenne est aussi, en un sens, la classe dirigeante – ce qui veut dire que, dans une certaine mesure, nous sommes en face d'une vraie démocratie : non pas d'une fiction inaccessible, mais d'un bon régime mixte, en face d'une Démocratie, où les élites sont acceptables et acceptées par un peuple raisonnable et modéré. Son dynamisme de croissance laisse à chacun une part de rêve, mais ce ne sont pas ceux des marxistes ou des jacobins. □

Ce sont là des raisonnements familiers aux Américains et qui n'ont pour eux rien de choquant. Les qualifier d'extrême-droite serait pour eux inintelligible. Pour eux, l'extrême droite, c'est le fascisme, et les Américains sont des démocrates. Et la Démocratie, c'est la tradition américaine. Qui s'en écarte est sanctionné.